

Ils ne veulent pas étendre leurs opérations parce qu'ils ne savent pas quels impôts ils auront à payer. C'est une simple question d'économie, mais la vérité est qu'ils sont dans l'incertitude. Le gouvernement actuel doit tirer au clair toute la question du régime fiscal.

Le ministre des Finances devrait examiner sérieusement nos propositions et nos recommandations concernant les dégrèvements d'impôt sélectifs. La Chambre du Commerce du Canada présentera une recommandation en ce sens cet après-midi. D'autres ont fait des recommandations analogues. Nous ne prétendons pas que le gouvernement devrait renoncer sur-le-champ à des recettes fiscales s'élevant à un 1 ou à 2 milliards de dollars. Toutefois, il devrait songer sérieusement à réduire les impôts, au moins à certains niveaux de revenu et dans certains domaines de la collectivité des affaires. On pourrait peut-être aussi faire de même à l'égard des matériaux de construction.

Le gouvernement devrait se fixer des objectifs pour 1971. Quels sont les ambitions, les aspirations et les objectifs du Gouvernement? Quel taux de chômage tolérera-t-il? Que représente le plein emploi pour le gouvernement? Quelles sont ses ambitions à l'égard de l'inflation et dans quelle mesure est-il disposé à la tolérer? Quelles concessions est-il prêt à faire? Quelles sont ses principaux programmes économiques pour 1971? Lorsque nous interrogeons le premier ministre à ce sujet, il nous renvoie la balle en nous demandant nos suggestions. Il se refuse à exposer les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons ainsi que les buts du gouvernement pour 1971. Même s'il est beaucoup plus puissant que le premier ministre, le président des États-Unis ne tient pas à courir ce risque. Il dit à ses administrés ce qu'il entrevoit et fixe des objectifs au peuple américain. Et notre premier ministre?

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lundrigan: Il ne me reste qu'une phrase, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur suppléant: Le temps de parole du député vient d'expirer.

M. Lundrigan: Il faut convoquer une conférence fédérale-provinciale afin d'examiner les programmes d'expansion économique qui nous causent de graves ennuis car ils sont inefficaces.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît! Le temps de parole du député est expiré.

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Monsieur l'Orateur, depuis quelques mois, j'observe avec de plus en plus d'inquiétude les conséquences des politiques économiques du gouvernement. J'en suis maintenant venu à la conclusion qu'en dépit des difficultés que puisse avoir un député ministériel à blâmer son gouvernement pour ses politiques, je crois devoir le faire.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hellyer: Nombreux sont mes commettants qui ont été touchés sérieusement dont certains de façon tragique. C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, je ne puis faire autrement que de parler en leur nom.

Techniquement et financièrement, la politique du gouvernement a frôlé le désastre. Moralement, elle est complètement désastreuse.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hellyer: Il y a plus de Canadiens en chômage actuellement que jamais depuis la crise des années 30.

Des voix: C'est honteux!

L'hon. M. Hellyer: Nous avons, par rapport au chiffre total de la population active, le pourcentage de chômage le plus élevé de tous les pays industrialisés.

Des voix: Voilà notre gouvernement progressiste.

L'hon. M. Hellyer: Cela est manifestement inacceptable.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hellyer: Le chômage forcé avilit terriblement.

Une voix: Ce sont de regrettables conséquences indirectes.

L'hon. M. Hellyer: De tous les problèmes que j'ai rencontrés en tant que député en plus de 20 ans de vie publique, celui-là est le plus grave. Ses conséquences sur la famille sont indescriptibles. Depuis quelques mois, je reçois des lettres de commettants qui ont perdu leurs maisons pour n'avoir pas pu, ayant perdu leur emploi, continuer leurs versements. D'autres m'écrivent qu'ils ont perdu les économies de toute leur vie. J'ai reçu d'autres lettres, de personnes qui ont perdu leur appareils ménagers, et de personnes qui ont perdu leur dignité d'êtres humains. Ils disent que c'est une situation désespérée.

En un sens, la situation actuelle est pire que la grande dépression. A cette époque, tout le monde ou presque était en difficulté. Il y avait une fraternité et un lien entre les gens qui affrontaient les mêmes problèmes, des frères dans la souffrance. Le sentiment d'échec personnel n'existait pas parce que la situation était presque universelle. Elle échappait nettement à toute action individuelle. Toutefois, à l'heure actuelle, les membres les plus influents des puissants syndicats sont dans une situation meilleure que jamais. Les travailleurs les plus influents de la classe moyenne sont dans une situation meilleure que jamais. Ce n'est pas à l'honneur de bien des gens de la classe moyenne d'accepter la situation actuelle avec tant de complaisance. Nous devrions avoir honte en tant que nation.

● (4.40 p.m.)

Mais pourquoi devrions-nous nous soumettre à cette situation? Est-ce entièrement au nom de la lutte contre l'inflation? Si oui, et si c'est ce que nous croyons, nous devrions voir à quoi nous sommes parvenus en ce domaine. Sur la base de 100 pour 1961, voici quels ont été récemment les changements survenus dans l'indice des prix à la consommation: 1967-1968, 4.1 p. 100; 1968-1969, 4.6 p. 100; 1969-1970, 1.5 p. 100. De prime abord, cela semble une forte réduction, simplement du point de vue de la lutte contre l'inflation, une réussite considérable. Mais si l'on pousse plus loin l'analyse, on voit que cette diminution peut être attribuée en majeure partie à des réductions inhabituelles du prix des denrées alimentaires qui sont presque certainement de caractère temporaire.